



Liste des territoires non autonomes selon l'Organisation des Nations unies

23 langues

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Voir le texte source](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)



La **liste des territoires non autonomes selon l'ONU** est une liste de pays que l'[Organisation des Nations unies](#) considère comme non-décolonisés, « dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes ». La liste a été élaborée début 1946 conformément au [Chapitre XI](#) [\(en\)](#) de la [Charte des Nations unies](#), et a été mise à jour par l'[Assemblée générale](#) suivant la recommandation du [Comité spécial de la décolonisation](#) et de ses prédécesseurs.

Elle comprend des territoires qui ont refusé l'indépendance par référendum — tels [Tokelau](#) à [deux reprises](#) — ou qui ont élu des représentants qui ont choisi de refuser l'indépendance. Ainsi, le journaliste [néo-zélandais](#) Michael Field écrivait en 2004 : « L'ONU […] veut absolument débarrasser le monde des derniers vestiges du colonialisme avant la fin de cette décennie. Elle a une liste de seize territoires dans le monde, dont quasiment aucun ne veut être indépendant »¹. En 2007, l'ancien diplomate néo-zélandais John Hayes affirmait que les Nations unies devraient « laisser Tokelau tranquille » et cesser de pousser ce territoire néo-zélandais vers une indépendance que les Tokelauans ont rejetée². [Patuki Isaako](#), qui était dirigeant de Tokelau en 2004 au moment d'un séminaire de l'ONU sur la décolonisation, avait informé les Nations unies que son pays ne souhaitait pas être décolonisé, et que les Tokelauans s'étaient toujours opposés à l'idée de la décolonisation depuis la première visite de représentants de l'ONU en 1976¹.

En mai 2008, [Ban Ki-moon](#), [secrétaire général de l'ONU](#), appelait les puissances coloniales à « terminer le

Liste des territoires non autonomes selon l'Organisation des Nations unies

Présentation

Titre	Territoires sous tutelle et territoires non autonomes
Référence	Résolution 66 (1) de l'Assemblée générale des Nations unies
Organisation internationale	Organisation des Nations unies
Type	Issu de traité de tutelle et de décisions de l'Assemblée générale
Branche	Droit international public

Adoption et entrée en vigueur

Adoption	14 décembre 1946
Version en vigueur	Résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies le 15 décembre1960 Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non

Lire en ligne

[Territoires sous tutelle et territoires non autonomes \(1945-1999\)](#)

[modifier](#)














processus de décolonisation dans l'ensemble des seize territoires non autonomes restants, sans exception » (« *to complete the decolonization process in every one of the remaining 16 Non-Self-Governing Territories* »)³. Le *New Zealand Herald* réagit en suggérant que les Nations unies sont « apparemment frustrées après leurs deux tentatives ratées pour faire voter les Tokelauans en faveur de l'indépendance »⁴.

Les 10 et 11 mars 2013, les habitants des îles Malouines choisissent à 99,8 %, par référendum, de conserver le statut de territoire britannique d'outre-mer⁵. Le territoire demeure néanmoins inscrit sur la liste.

À la suite de sa réélection en 2011 à la présidence de la Polynésie Française, Oscar Temaru demande la réinscription de la Polynésie française sur cette liste ; elle en avait été retirée en 1947. Le 5 mai 2013, l'Union pour la démocratie, le parti de Temaru, perd les élections législatives face au parti Tahoeraa Huiraatira de Gaston Flosse, hostile à l'indépendance. La réinscription de la Polynésie française est toutefois déjà inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies pour le 17 mai, à la suite d'une motion déposée par les îles Salomon, les Tuvalu et Nauru. Le 16 mai, l'Assemblée de la Polynésie française, avec sa nouvelle majorité anti-indépendantiste, adopte une motion demandant aux Nations unies de ne pas réinscrire le pays sur la liste des territoires non-autonomes. Le 17 mai, l'Assemblée générale adopte par consensus la réinscription sur la liste de la Polynésie française, malgré l'opposition de celle-ci et de la France. Oscar Temaru est présent lors du vote, qui a lieu le dernier jour de son mandat. Par ce vote, l'Assemblée générale « affirme le droit inaliénable de la population de la Polynésie française à l'autodétermination et à l'indépendance »^{6,7,8}.

Entités actuelles

Territoire	Autorité administrante	Statut
Sahara occidental	Aucune ⁹	Territoire contrôlé à 80 % par le Maroc et 20 % par la RASD
 Samoa américaines	États-Unis	Territoire non incorporé des États-Unis
 Guam	États-Unis	Territoire non incorporé des États-Unis
 Nouvelle-Calédonie	France	Collectivité d'outre-mer à statut spécial de la France
 Îles Pitcairn	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Tokelau	Nouvelle-Zélande	Dépendance autonome de la Nouvelle-Zélande
 Anguilla	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Bermudes	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Îles Vierges britanniques	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Îles Caïmans	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer

 Îles Malouines	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Gibraltar	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Montserrat	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Îles Turques-et-Caïques	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
 Îles Vierges américaines	États-Unis	Territoire non incorporé des États-Unis
 Polynésie française	France	Collectivité d'outre-mer




Anciennes entités

Les territoires suivants ont été identifiés par la [Résolution 66 \(1\) de l'Assemblée générale des Nations unies du 14 décembre 1946](#), comme [Territoires sous tutelle et territoires non autonomes](#) ^[*archive*].

Territoire	Autorité administrante	Ancien statut	Date de retrait	Issue
 Indochine française	 France	Fédération française de quatre protectorats et d'une colonie	1945 1949 1953	Indépendance du Viet Nam en 1954. indépendance du Laos en 1953. Indépendance du Cambodge en 1953.
 Établissements français dans l'Inde		Comptoirs des Indes	1947	Intégration dans l' Inde en 1956.
 Saint-Pierre-et-Miquelon		Colonie		Autonomie administrative en territoire d'outre-mer
 Guadeloupe et dépendances		Colonie		Autonomie administrative en département d'outre-mer
 Martinique		Colonie		
 Réunion		Colonie		
 Guyane française		Colonie		
 Zone du canal de Panama	 États-Unis	Propriété américaine		Retiré à la demande du Panama

				contrôle complet du canal au Panama en 1999
 Nouvelle-Calédonie ¹⁰	 France	Colonie	1947 <i>réinclus en 1986</i>	Autonomie administrative en territoire d'outre-mer
 Guyane néerlandaise	 Pays-Bas	Colonie	1951	Pays constitutif du Royaume des Pays-Bas indépendance du Suriname en 1975
 Antilles néerlandaises		Colonie		Pays constitutif du Royaume des Pays-Bas séparation d' Aruba en 1986 comme pays constitutif dissolution en 2010 : création de Curaçao et Saint-Martin comme pays constitutifs séparés ; intégration de Bonaire , Saba et Saint-Eustache comme municipalités à caractère particulier des Pays-Bas
 Porto Rico	 États-Unis	Territoire	1952	Autonomie administrative en territoire des États-Unis
 Groenland	 Danemark	Colonie danoise	1954	Autonomie administrative en comté d'outre-mer
 Protectorat français au Maroc	 France	Protectorat	1956	Indépendance du Maroc
 Togoland britannique	 Royaume-Uni	Mandat de la Société des Nations	1957	Fusion avec Côte-de-l'Or pour former le Ghana
 Côte-de-l'Or et protectorat		Colonie		Indépendance du Ghana
 Alaska	 États-Unis	Territoire	1959	État entré dans l'Union
 Hawaï		Territoire		
 Congo belge	 Belgique	Colonie	1960	Indépendance de la république du Congo - Léopoldville
 Somalie britannique	 Royaume-Uni	Protectorat		Indépendance de la Somalie

 Cameroun français	 France	Mandat de la Société des Nations		Indépendance du Cameroun
 Togo français		Mandat de la Société des Nations		Indépendance du Togo
 Afrique-Équatoriale française		Colonie		Indépendance du Tchad , Gabon , République du Congo , République centrafricaine
 Afrique-Occidentale française		Colonie		Indépendance du Dahomey , Guinée , Mali , Côte d'Ivoire , Mauritanie , Niger , Haute-Volta , Sénégal
 Nigeria	 Royaume-Uni	Colonie		Indépendance du Nigeria
 Somalie italienne	 Italie	Territoire sous tutelle		Indépendance de la Somalie
 Cameroun britannique	 Royaume-Uni	Mandat de la Société des Nations	1961	Partage entre le Nigéria et le Cameroun
 Inde portugaise (Goa)	 Portugal	Comptoirs des Indes		Intégration dans l' Inde
 Sierra Leone	 Royaume-Uni	Colonie		Indépendance de la Sierra Leone
 Fort de São João Baptista de Ajudá	 Portugal	Forteresse		Rattachement au Bénin
 Ruanda-Urundi	 Belgique	Mandat de la Société des Nations	1962	Indépendance du Rwanda et du Burundi
 Ouganda	 Royaume-Uni	Protectorat		Indépendance de l' Ouganda
 Nouvelle-Guinée néerlandaise	 Pays-Bas	Province des Indes orientales néerlandaises	1963	Intégrée à l' Indonésie à la suite d'un référendum sur une population choisie par l'Indonésie
 Colonie de Sarawak (maintenant Sarawak) ¹¹		Protectorat britannique		Changement de statut intégré dans la fédération de Malaisie sans référendum
 Bornéo du Nord (maintenant		Protectorat britannique		Changement de statut intégré dans la fédération de Malaisie sans référendum

 Sabah et Labuan) 11				
 Colonie du Kenya		Colonie		Indépendance du Kenya
 Tanganyika		Mandat de la Société des Nations		Indépendance du Tanganyika devenu Tanzanie en 1964
 Zanzibar		Protectorat		Indépendance du Zanzibar devenu Tanzanie en 1964
 Rhodésie du Nord		Colonie	1964	Indépendance de la Zambie
 Nyassaland		Colonie		Indépendance du Malawi
 Îles Cook	 Nouvelle-Zélande	Territoire	1965	Indépendance sous forme de libre association
 Gambie	 Royaume-Uni	Colonie		Indépendance de la Gambie
 Sud-Ouest africain	 Afrique du Sud	Mandat de la Société des Nations	1990	Indépendance de la Namibie
 Basutoland		Colonie	1966	Indépendance du Lesotho
 Protectorat du Bechuanaland		Protectorat		Indépendance du Botswana
 Colonie d'Aden et protectorat d'Aden	 Royaume-Uni	Colonie et protectorat britannique	1967	Indépendance du Sud-Yémen
 Guinée espagnole	 Espagne	Colonie	1968	Indépendance de la Guinée équatoriale
 Swaziland	 Royaume-Uni	Colonie		Indépendance du Swaziland (aujourd'hui Eswatini)
 Ifni	 Espagne	Enclave du Sahara espagnol	1969	Rattachement au Maroc
 Hong Kong	 Royaume-Uni	Colonie dont la majeure partie est liée à un bail emphytéotique à la Chine	1972	Retiré à la demande de la Chine rétrocedé en 1997
 Macao	 Portugal	Bail emphytéotique à la Chine		Retiré à la demande de la Chine rétrocedé en 1999

 Niue	 Nouvelle-Zélande	Territoire	1974	Indépendance sous forme de libre association
 Guinée portugaise	 Portugal	Colonie		Indépendance de la Guinée-Bissau
 Afrique occidentale portugaise Congo portugais		Colonie	1975	Indépendance de l' Angola
 Mozambique		Colonie		Indépendance du Mozambique
 Sao Tomé-et-Principe		Colonie		Indépendance de Sao Tomé-et-Principe
 Archipel du Cap-Vert		Colonie		Indépendance du Cap-Vert
 Côte française des Somalis Territoire français des Afars et des Issas	 France	Colonie	1977	Indépendance de Djibouti
 Rhodésie du Sud	 Royaume-Uni	Colonie	1980	Indépendance du Zimbabwe
Îles Cocos	 Australie	Territoire	1984	Autonomie administrative en territoire extérieur
 Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	 États-Unis	Mandat de la Société des Nations	1990 1994 pour Palaos	Indépendance des États fédérés de Micronésie , Palaos , îles Marshall îles Mariannes du Nord en territoire des États-Unis
 Timor portugais	 Portugal (→ 1975)  Indonésie (→ 1999)  Nations unies (→ 2002)	Colonie portugaise Province indonésienne annexée Administration transitoire	2002	Indépendance du Timor oriental

Critiques et controverses

La liste demeure controversée pour plusieurs raisons, notamment parce que les critères d'inclusion dans cette liste ont été définis en [1960](#) par la [Résolution 1514](#) qui se focalise sur les [colonies occidentales](#). Des [111 membres](#) qui ont accédé à l'indépendance et rejoint l'ONU entre [1960](#) et [2008](#), au moins trente n'ont

jamais été inclus dans la liste. De ces trente en 1960, huit (pour la plupart, des pays [arabes](#)) ont été gouvernés par des pays occidentaux, mais quatorze appartenaient à l'[Union soviétique](#) dont l'instance dirigeante était *de facto* la [Russie](#), six à la [Yougoslavie](#) dont l'instance dirigeante était *de facto* la [Serbie](#), un à la [Tchécoslovaquie](#) dont l'instance dirigeante était *de facto* la [Tchéquie](#), un à l'[Éthiopie](#) et un au [Pakistan](#). L'idée que cette liste est

incomplète est reprise notamment par les

militants de l'[Organisation des nations et des peuples non représentés](#)¹². Une conférence de juristes internationaux tenue à Londres en 1993 recommande d'appeler l'attention de l'[Assemblée générale des Nations unies](#) pour qu'elle inclue le [Tibet](#) dans le mandat du [Comité spécial de la décolonisation](#)^{13,14}.

L'ambassadeur de la République populaire de Chine à Londres rejeta toute participation d'experts chinois à la conférence, qualifiant cette dernière d'« ingérence dans les affaires intérieures de la RPC », et demanda son annulation¹⁵.

Il y eut une controverse importante concernant la définition des territoires non autonomes^{16,17}.

Selon Clive J. Christie, les définitions de l'[anticolonialisme](#) sont devenues confuses et inappropriées pour résoudre les problèmes politiques modernes. La déclaration anticoloniale des [résolutions 1514](#) et 1541 de 1960 combinait l'affirmation du droit universel à l'[autodétermination](#) et une autre selon laquelle « l'unité nationale et l'intégrité territoriale » des nations devaient être respectées. Cela implique que dans le processus de décolonisation, le droit à l'autodétermination ne pourrait s'exercer que s'il ne viole pas « l'intégrité territoriale » d'une entité nationale. Cela soulève la question de la définition de « l'intégrité territoriale » dans le contexte de la [décolonisation](#). Doit-il se fonder sur ce qui peut être appelé le « principe de [Amílcar Cabral](#) », celui de l'intégrité culturelle indigène ? Dans ce cas, ce serait un argument fort en faveur de l'[indépendance du Tibet](#), mais moins convaincant en ce qui concerne l'[indépendance du Timor oriental](#). Doit-il plutôt se fonder sur la forme des États pré-coloniaux ? Cela impliquerait des débats historiques complexes, et dénierait les droits de régions qui ont appartenu à des États pré-coloniaux - comme les [Karens](#) de [Birmanie](#). Ou bien « l'intégrité territoriale » doit-elle être définie par les frontières créées par les dominations coloniales ? Dans ce cas, les droits à l'indépendance des Timorais orientaux seraient clairs, mais ceux de [Aceh](#), et de la [Papouasie occidentale](#)/Irian Jaya seraient déniés¹⁸.



Notes et références

- (en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l’article de Wikipédia en anglais intitulé « [United Nations list of Non-Self-Governing Territories](#) » (voir la liste des auteurs).

- ↑ ^a et ^b (en) Michael Field, « [Tokelau wonders, 'What have we done wrong?'](#) [archive] », *AFP*, 2 juin 2004.
- ↑ (en) « [UN should leave Tokelau alone: NZ politician](#) [archive] », NiuFM, 30 octobre 2007.

3. ↑ **(en)** « "Colonialism has no place in today's world," says Secretary General in message to Decolonization Seminar in Indonesia [\[archive\]](#) », communiqué de presse de l'ONU, 14 mai 2008.
4. ↑ **(en)** « Tokelau decolonisation high on agenda [\[archive\]](#) », *The New Zealand Herald*, 17 mai 2008.
5. ↑ **(en)** "Falklands referendum: Voters choose to remain UK territory" [\[archive\]](#), BBC News, 12 mars 2013
6. ↑ « Réinscription : la lettre d'Oscar Temaru à François Hollande [\[archive\]](#) », Tahiti Infos, 2 avril 2013.
7. ↑ **(en)** "Tahiti assembly votes against UN decolonisation bid" [\[archive\]](#), Radio New Zealand International, 17 mai 2013
8. ↑ « L'ONU adopte une résolution sur la décolonisation de la Polynésie française » [\[archive\]](#), *Le Monde*, 17 mai 2013
9. ↑ « Territoires non autonomes - Les Nations unies et la décolonisation [\[archive\]](#) » (liste des territoires non autonomes et des autorités administrantes) et **(en)** « What the UN Can Do to Assist Non-Self Governing Territories [\[archive\]](#) », p. 2 (liste et carte des territoires non autonomes et des autorités administrantes), sur le site de l'ONU : dans les documents qu'elle diffuse, l'ONU ne reconnaît pas le Maroc comme autorité administrante.
10. ↑ Le 2 décembre 1986, l'Assemblée générale a déterminé que la Nouvelle-Calédonie était un territoire non autonome.
11. ↑ ^a et ^b. La Fédération de Malaisie a été admise à l'Organisation des Nations unies le 17 septembre 1957. Le 16 septembre 1963, elle a pris le nom de Malaisie à la suite de l'admission de la nouvelle Fédération de Singapour, Sabah (Bornéo septentrional) et Sarawak. Singapour est devenu un État indépendant le 9 août 1965 et est entré à l'Organisation des Nations unies le 21 septembre 1965.
12. ↑ Membres sur [\[1\]](#) [\[archive\]](#).
13. ↑ **(en)** « Conference of International Lawyers on issues relating to self-determination and independence for Tibet [\[archive\]](#) », Londres, 6-10 janvier 1993, p. 5-8.
14. ↑ **(en)** « Final Recommendations From London Conference of International Lawyers [\[archive\]](#) », World Tibet Network News, 8 février 1993.
15. ↑ **(en)** « Conference of International Lawyers on issues relating to self-determination and independence for Tibet [\[archive\]](#) », Londres, 6-10 janvier 1993, p. 1 : « he [the Ambassador of the People's Republic of China (PRC) in London] insisted that the conference was an interference in the domestic affairs of the PRC and should be cancelled ».
16. ↑ **(en)** *The New Encyclopaedia Britannica: Marcopædia*, Volume 29, [Encyclopædia Britannica](#), 1991 (ISBN 0852295294), p. 147 : « There was controversy over the questions of which territories were non-self-governing and when they ceased to be non-self-governing. »
17. ↑ **(en)** Indian Council of World Affairs, Carnegie Endowment for International Peace, *India and the United Nations National studies on international organization*, [Greenwood Press](#), 1974, p. 91 : « Determination of Non-Self-Governing Territories: Considerable controversy has also arisen concerning which territories should be considered "non-self-governing" and how a decision on this point is to be reached. »
18. ↑ **(en)** Clive J. Christie, *Ideology and revolution in Southeast Asia, 1900-1980: political ideas of the anti-colonial era* [\[archive\]](#), [Routledge](#), 2001, (ISBN 0700713085), p. 215. « At the same time, the definitions of anti-colonialism have become confused, and clearly inadequate as a guideline for understanding or resolving the modern political problems of the region. The classic anti-colonial statement embodied in United Nations Resolutions 1514 and 1541, passed in December 1960, combined an assertion of the universal right to self-determination with another assertion that the 'national unity and territorial integrity' of nations should be respected (Djonovich 1974: 188-89). The implication was that, in the process of decolonization, the right to self-determination could only be exercised if it did not violate the 'national unity and territorial integrity' of a national entity. This raises the question of how, in the context of decolonization, 'territorial integrity' should be defined. Should it be based on what might be called the 'Amilcar Cabral principle', that of indigenous cultural integrity? In that case, there would be a strong argument for the independence of Tibet, but a less convincing one for the independence of East Timor. Should it, rather, be based on the shape of pre-colonial states? This, of course, would involve complex historical disputes, and deny the rights of regions that had been part of pre-colonial states, but had had an attested tradition of opposition to those pre-colonial states - as, for example, the Karens of Burma. Or should 'territorial integrity' be defined by the borders that had been created by colonial rule? In which case, the independent rights of the East Timorese would be clear, but those of Aceh and West Papua/Irian Jaya would be denied. »

Articles connexes

- Liste des dépendances et territoires à souveraineté spéciale
- Thèse de l'eau bleue
- Mandat de la Société des Nations
- Territoires sous tutelle des Nations unies

Liens externes

- Territoires non autonomes - Les Nations unies et la décolonisation [archive], sur le site de l'ONU

Sur les autres projets Wikimedia :

Résolution 66 (1) de l'Assemblée générale des Nations unies regarding Territoires sous tutelle et territoires non autonomes, sur Wikisource

Sur les autres projets Wikimedia :

Liste des territoires sous tutelle et non autonomes selon l'Organisation des Nations unies, sur Wikisource

v • m

Listes de pays

[afficher]

 **Portail de l'Organisation des Nations unies**

 **Portail du droit**

 **Portail du monde colonial**

 **Portail des relations internationales**

Catégories : [Liste en rapport avec la défense et la sécurité](#) | [Liste de lieux géographiques](#) | [Organisation des Nations unies](#) | [Colonialisme](#) | [Géopolitique](#) | [Droit international](#) [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 29 octobre 2025 à 09:50.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.